RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 00296
Numéro SIREN : 314 887 126
Nom ou dénomination : SOVITRAT 01

Ce dépôt a été enregistré le 23/10/2020 sous le numéro de dépôt B2020/035737

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

Date : 23/10/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/035737**
n° de gestion : **1979B00296**
n° SIREN : **314 887 126 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 23/10/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

SOVITRAT 01
4 Rue Duguesclin 69006 LYON

date de clôture : 31/12/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



SOVITRAT 01

Société anonyme au capital de 1 100 000 €
Siège social : 4 rue Duguesclin – 69006 LYON
314 887 126 RCS LYON

COMPTES ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2019

Comptes certifiés conformes
Le Président
Patrice ARTIGUE

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	2 300	867	1 433	2 200
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	608 633	436 505	172 128	158 993
Fonds commercial	96 525		96 525	96 525
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	83 620	70 784	12 835	15 135
Installations techniques, matériel, outillage	5 175	4 752	423	1 007
Autres immobilisations corporelles	726 803	464 417	262 386	211 689
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	4 011 777		4 011 777	3 476 777
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	21 939		21 939	10 708
Autres immobilisations financières	14 379		14 379	15 450
ACTIF IMMOBILISE	5 571 150	977 325	4 593 825	3 988 484
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	809		809	
Avances et acomptes versés sur commandes	19 245		19 245	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 007 937		4 007 937	6 630 695
Autres créances	358 741	4 201	354 540	1 552 394
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				1 792 800
(dont actions propres :)				
Disponibilités	40 369		40 369	1 236 498
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	192 731		192 731	169 581
ACTIF CIRCULANT	4 619 832	4 201	4 615 631	11 381 968
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	10 190 982	981 526	9 209 456	15 370 452

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	1 100 000)	1 100 000	1 100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			110 000	110 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	3 016 800	
Report à nouveau				-4 824 000
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			2 673 122	8 220 800
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			6 899 922	4 606 800
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
PROVISIONS				
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			258 108	628 367
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	323 444	4 842 499
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			5 361	
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			467 354	3 680 101
Dettes fiscales et sociales			1 171 834	1 538 310
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			83 433	74 374
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance				
DETTES			2 309 534	10 763 652
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			9 209 456	15 370 452

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 556 510		3 556 510	3 377 654
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 556 510		3 556 510	3 377 654
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 687 562	5 479 003
Autres produits			14	434
PRODUITS D'EXPLOITATION			6 244 086	8 857 092
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 313 524	5 113 247
Impôts, taxes et versements assimilés			172 813	274 459
Salaires et traitements			2 754 666	2 659 602
Charges sociales			765 063	849 905
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			236 272	204 618
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 201	1 403
Dotations aux provisions				1
Autres charges			22	42 356
CHARGES D'EXPLOITATION			6 246 562	9 145 591
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 476	-288 500
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 670 008	8 282 330
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			12 568	54 775
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 682 576	8 337 105
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			14 940	4 861
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			14 940	4 861
RESULTAT FINANCIER			2 667 636	8 332 244
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 665 160	8 043 745

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	261	622
Produits exceptionnels sur opérations en capital	98 762	216 994
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	99 022	217 616
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	15 841	7 567
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	26 898	14 691
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	42 739	22 258
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**56 283**	**195 358**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		31 625
Impôts sur les bénéfices	48 321	-13 322
TOTAL DES PRODUITS	9 025 684	17 411 813
TOTAL DES CHARGES	6 352 562	9 191 013
BENEFICE OU PERTE	**2 673 122**	**8 220 800**

REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Voici les principes comptables appliqués le cas échéant.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels.
Compte tenu du contexte économique et financier à fin décembre 2019, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- L'évaluation de la valorisation des titres de participation.

ACTIFS IMMOBILISES

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production;
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale;

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Les nouvelles règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les frais d'établissement,
- les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- le fonds commercial.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre ; Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité)
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Frais d'établissement, de recherche et de développement

Les frais d'établissement ainsi que les frais de recherche sont majoritairement comptabilisés en charges du fait que la probabilité de dégager un avantage économique futur est quasi nulle. Les frais de développement ne respectant pas les critères énumérés ci-dessus sont également comptabilisés en charges.
Les coûts de développement engagés pour un actif qui remplit les conditions énumérées ci-dessus sont constitués des coûts salariaux.
Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, les frais de développement sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des projets. Si leur durée d'utilisation ne peut pas être déterminée de manière fiable, les frais de développement sont amortis sur une durée de 3 ans.

Marques

Les marques non amortissables font l'objet, au moins une fois par an, de tests de perte de valeur sur la base utilisée lors de l'acquisition ; cela peut engendrer une constatation d'une dépréciation. Les frais de dépôt de marque sont comptabilisés en charges.

Logiciels

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges.

Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes.
Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 10 ans.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).
Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.
Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.
Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable.
Par contre, le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture.
Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué linéairement, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

	Durée
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Matériel et outillage	2 à 4 ans
Mobilier	5 ans

Immobilisations Financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs.

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.

La valeur actuelle des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale.

Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

Autres Immobilisations Financières

Les autres immobilisations financières sont composées, le cas échéant,
- du prêt à Action Logement au titre de la cotisation Effort Construction des années antérieures
- des cautions versées dans le cadre de contrat de locations mobilières ou immobilières.

CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport. L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrécouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. La valeur de marché est déterminée pour les titres cotés, par référence à la moyenne des cours de bourse du dernier mois de l'exercice et pour les titres non cotés, par référence à la valeur probable de négociation.

Cette dernière est déterminée en retenant un ou plusieurs critères objectifs sur la base, notamment, des derniers comptes annuels (bénéfices, valeur de rendement, valeur mathématique, prix pratiqués lors de transactions récentes...).

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision (Plan Comptable Général Article 332.6).

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les revenus d'activité sont constitués par le placement d'intérimaires et de personnel permanent en France.

CALCULS DE PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	2 300		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	571 794		133 854
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	6 860		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	76 759		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	5 175		
Installations générales, agenc., aménag.	188 203		43 130
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	386 070		121 192
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	663 067		164 322
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 476 777		535 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	26 158		11 231
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 502 934		546 231
TOTAL GENERAL	4 740 096		844 407

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			2 300	2 300
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		490	705 158	705 158
Terrains				
Constructions sur sol propre			6 860	6 860
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			76 759	76 759
Installations techn.,matériel et outillages ind.			5 175	5 175
Installations générales, agencements divers			231 333	231 333
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		11 791	495 471	495 471
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		11 791	815 598	815 597
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			4 011 777	4 011 777
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 071	36 318	36 318
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 071	4 048 094	4 048 094
TOTAL GENERAL		13 352	5 571 150	5 571 150

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	100	767		867
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	316 275	120 229		436 505
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	68 484	2 300		70 784
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 168	584		4 752
Installations générales, agenc. et aménag. divers	133 734	14 213		147 947
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	228 850	98 178	10 558	316 470
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	435 236	115 276	10 558	539 954
TOTAL GENERAL	751 612	236 272	10 558	977 325

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	21 939		21 939
Autres immobilisations financières	14 379		14 379
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 007 937	4 007 937	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	15 409	15 409	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	89 443	89 443	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	226 366	108 366	118 000
Groupe et associés	9 467	9 467	
Débiteurs divers	37 301	37 301	
Charges constatées d'avance	192 731	192 731	
TOTAL GENERAL	4 614 972	4 460 654	154 318
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	11 231		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	41 108	41 108		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	217 000	103 000	114 000	
Emprunts et dettes financières divers	300 398	25 745	55 926	218 728
Fournisseurs et comptes rattachés	467 354	467 354		
Personnel et comptes rattachés	190 256	190 256		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	194 755	194 755		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	772 221	772 221		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	14 602	14 602		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	23 046	23 046		
Autres dettes	88 794	88 794		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 309 534	1 920 880	169 926	218 728
Emprunts souscrits en cours d'exercice	217 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	511 021			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	65 000			16,92
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs	4 606 800
Distributions sur résultats antérieurs	3 396 800
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs	1 210 000

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		3 016 800
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		2 673 122
	SOLDE	5 689 922

Situation à la clôture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant répartition	6 899 922

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	1 403	4 201	1 403	4 201
DEPRECIATIONS	1 403	4 201	1 403	4 201
TOTAL GENERAL	1 403	4 201	1 403	4 201
Dotations et reprises d'exploitation		4 201	1 403	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	192 730,95	169 580,80	23 150,15
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**192 730,95**	**169 580,80**	**23 150,15**

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FNP	230 033,39	195 640,40	34 392,99
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**230 033,39**	**195 640,40**	**34 392,99**
AUTRES DETTES				
418200	CLIENT PROVISION CA ANAEL TT	353,22		353,22
419800	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	6 436,38		6 436,38
419820	CLIENTS RFA A ETABLIR	69 605,66	62 667,53	6 938,13
TOTAL AUTRES DETTES		**76 395,26**	**62 667,53**	**13 727,73**
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROVISION IFM CP	120 203,86	64 194,27	56 009,59
428210	PROVISION C.P.PERMANENTS	24 363,70	10 220,75	14 142,95
428220	PROV CPTE EPARGNE T PERMANENTS	2 955,64	2 303,10	652,54
428230	PROV INT CET INTERIMAIRES	1 432,62	730,00	702,62
428400	PROV.PARTICIP.SALARIES		31 625,00	-31 625,00
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	2 737,64	3 243,91	-506,27
438200	CHARGES/PROV IFM CP INTERIM	43 273,39	27 603,65	15 669,74
438210	CHARGES/PROV CP PERMANENTS	10 958,26	4 640,97	6 317,29
438300	PARTICIPATION SALARIES	16 440,39	12 458,02	3 982,37
438600	ORG.SOC.CHARGES A PAYER	37 585,99	102 900,83	-65 314,84
448600	CVAE A PAYER	5 369,00		5 369,00
448610	ETAT CHARGES A PAYER	1 000,00	6 333,00	-5 333,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**266 320,49**	**266 253,50**	**66,99**
TOTAL CHARGES A PAYER		**572 749,14**	**524 561,43**	**48 187,71**

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACT.A ETABLIR	10 562,88		10 562,88
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**10 562,88**		**10 562,88**
AUTRES CREANCES				
409800	FRS.AVOIR A RECEVOIR	18 055,96	32 123,08	-14 067,12
438700	I.J.SECURITE SOCIALE		7 742,90	-7 742,90
438800	ORG.SOCIAUX AUTRES PRODUITS A RE	15 409,00	15 409,00	
448600	CVAE A PAYER		9 947,00	-9 947,00
448704	ETAT CREDIT CICE 2014		126 528,00	-126 528,00
448705	ETAT CREDIT CICE 2015		95 949,00	-95 949,00
448706	ETAT CREDIT CICE 2016	108 366,00	108 366,00	
448707	ETAT CREDIT CICE 2017	118 000,00	118 000,00	
448708	ETAT CREDIT CICE 2018		122 275,00	-122 275,00
455710	INT A RECEVOIR SUR C/C	8,03	35 496,25	-35 488,22
468700	PAR FORMATIONS		45 459,89	-45 459,89
TOTAL AUTRES CREANCES		**259 838,99**	**717 296,12**	**-457 457,13**
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
518800	INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 236 315,00	-1 236 315,00
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS			**1 236 315,00**	**-1 236 315,00**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**270 401,87**	**1 953 611,12**	**-1 683 209,25**

SOVITRAT 01

Société anonyme au capital de 1 100 000 €
Siège social : 4 rue Duguesclin – 69006 LYON
314 887 126 RCS LYON

RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT
PROPOSEE ET VOTEE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
EN DATE DU MERCREDI 15 JUILLET 2020

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice de 2 673 121,84 €, décide de l'affecter au compte « Autres réserves ».

L'Assemblée Générale prend acte, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribués ouvrant droit à l'abattement de 40 %	Dividende distribués n'ouvrant pas droit à l'abattement de 40 %
31 décembre 2016	Néant	Néant
31 décembre 2017	18 666 €	39 120 542 €
31 décembre 2018	2 300 €	5 201 700 € (*)

(*) Comprenant l'acompte de 4 824 000 € décidé le 30 octobre 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le Président
Patrice ARTIGUE

SOVITRAT 01

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

Sovitrat 01
4 rue Duguesclin
69006 Lyon

À l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sovitrat 01 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 29 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

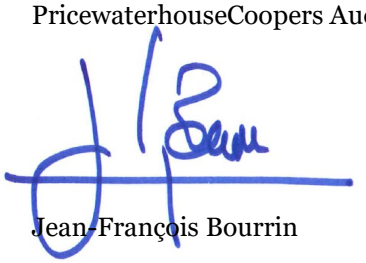
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 30 juin 2020

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-François Bourrin

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	2 300	867	1 433	2 200
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	608 633	436 505	172 128	158 993
Fonds commercial	96 525		96 525	96 525
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	83 620	70 784	12 835	15 135
Installations techniques, matériel, outillage	5 175	4 752	423	1 007
Autres immobilisations corporelles	726 803	464 417	262 386	211 689
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	4 011 777		4 011 777	3 476 777
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	21 939		21 939	10 708
Autres immobilisations financières	14 379		14 379	15 450
ACTIF IMMOBILISE	**5 571 150**	**977 325**	**4 593 825**	**3 988 484**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	809		809	
Avances et acomptes versés sur commandes	19 245		19 245	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 007 937		4 007 937	6 630 695
Autres créances	358 741	4 201	354 540	1 552 394
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				1 792 800
(dont actions propres :)				
Disponibilités	40 369		40 369	1 236 498
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	192 731		192 731	169 581
ACTIF CIRCULANT	**4 619 832**	**4 201**	**4 615 631**	**11 381 968**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**10 190 982**	**981 526**	**9 209 456**	**15 370 452**

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	1 100 000)	1 100 000	1 100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			110 000	110 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	3 016 800	
Report à nouveau				-4 824 000
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			2 673 122	8 220 800
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**6 899 922**	**4 606 800**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
PROVISIONS				
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			258 108	628 367
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	323 444	4 842 499
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			5 361	
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			467 354	3 680 101
Dettes fiscales et sociales			1 171 834	1 538 310
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			83 433	74 374
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance				
DETTES			**2 309 534**	**10 763 652**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**9 209 456**	**15 370 452**

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 556 510		3 556 510	3 377 654
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**3 556 510**		**3 556 510**	**3 377 654**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 687 562	5 479 003
Autres produits			14	434
PRODUITS D'EXPLOITATION			**6 244 086**	**8 857 092**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 313 524	5 113 247
Impôts, taxes et versements assimilés			172 813	274 459
Salaires et traitements			2 754 666	2 659 602
Charges sociales			765 063	849 905
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			236 272	204 618
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 201	1 403
Dotations aux provisions				1
Autres charges			22	42 356
CHARGES D'EXPLOITATION			**6 246 562**	**9 145 591**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**-2 476**	**-288 500**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 670 008	8 282 330
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			12 568	54 775
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**2 682 576**	**8 337 105**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			14 940	4 861
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**14 940**	**4 861**
RESULTAT FINANCIER			**2 667 636**	**8 332 244**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**2 665 160**	**8 043 745**

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	261	622
Produits exceptionnels sur opérations en capital	98 762	216 994
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**99 022**	**217 616**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	15 841	7 567
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	26 898	14 691
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**42 739**	**22 258**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**56 283**	**195 358**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		31 625
Impôts sur les bénéfices	48 321	-13 322
TOTAL DES PRODUITS	**9 025 684**	**17 411 813**
TOTAL DES CHARGES	**6 352 562**	**9 191 013**
BENEFICE OU PERTE	**2 673 122**	**8 220 800**

Chiffres clefs

Société : SOVITRAT 01
SIRET : 31488712600253

(En euros)		31/12/2019
Total du Bilan		9 209 456
Chiffre d'affaires		3 556 510
Résultat d'exploitation		-2 476
Résultat net comptable		2 673 122
Dividendes		380 000

L'exercice à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels et ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 29 mai 2020.

Selon le Conseil d'Administration du 16 mai 2019, il a été décidé de verser 5 204 000 euros de dividendes dont 4 824 000 euros ont été versés en acomptes sur l'exercice 2018.

Les états financiers sont présentés en euros sauf indications contraires.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Néant

FAITS MARQUANTS

Création de filiales

Six sociétés ont été créées :

- SOVITRAT 44, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 23 octobre 2019
- SOVITRAT 45, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 23 octobre 2019
- SOVITRAT 46, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 23 octobre 2019
- SOVITRAT 47, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 21 novembre 2019
- SOVITRAT 48, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 23 octobre 2019
- SOVITRAT 49, SAS au capital de 100 000 € détenue à 89 % par SOVITRAT 01 le 24 octobre 2019

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.
Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2020.
La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.
Au 29 mai 2020, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2019 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

Voici les principes comptables appliqués le cas échéant.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou/et compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels.
Compte tenu du contexte économique et financier à fin décembre 2019, ces estimations peuvent devoir être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles ont été établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels,
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraite,
- L'évaluation de la valorisation des titres de participation.

ACTIFS IMMOBILISES

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production;
- Les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale;

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Les nouvelles règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Immobilisations Incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- Les frais d'établissement,
- les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- le fonds commercial.

Conformément au règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2005, les critères suivants doivent être respectés afin de pouvoir inscrire à l'actif une immobilisation incorporelle :

- Le projet doit être clairement identifié, suivi de façon individualisée et fiable
- Le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique
- Intention, capacité et assurance de la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre ; Avantages économiques futurs probables (c'est à dire l'avantage qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité)
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle
- Capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses liées à cet actif au cours de son développement.

Frais d'établissement, de recherche et de développement

Les frais d'établissement ainsi que les frais de recherche sont majoritairement comptabilisés en charges du fait que la probabilité de dégager un avantage économique futur est quasi nulle. Les frais de développement ne respectant pas les critères énumérés ci-dessus sont également comptabilisés en charges.
Les coûts de développement engagés pour un actif qui remplit les conditions énumérées ci-dessus sont constitués des coûts salariaux.
Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, les frais de développement sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des projets. Si leur durée d'utilisation ne peut pas être déterminée de manière fiable, les frais de développement sont amortis sur une durée de 3 ans.

Marques

Les marques non amortissables font l'objet, au moins une fois par an, de tests de perte de valeur sur la base utilisée lors de l'acquisition ; cela peut engendrer une constatation d'une dépréciation. Les frais de dépôt de marque sont comptabilisés en charges.

Logiciels

Les logiciels créés, ne remplissant pas les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges.

Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes.
Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 10 ans.

Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Il contient le solde résiduel du mali qui n'a pu être affecté (norme 2015-06 ANC).
Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.
Le fonds commercial est présumé avoir une durée d'utilisation non limitée. Cette présomption est réfutable lorsque sa durée d'utilisation est limitée en fonction de critères liés à son utilisation. Il est amorti sur sa durée d'utilisation ou si celle-ci ne peut être déterminée de façon fiable, sur une durée de 10 ans.
Le fonds commercial non amorti fait l'objet d'un test annuel de dépréciation systématique, qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur. Il convient de déterminer si sa valeur actuelle est au moins égale à sa valeur comptable.
Par contre, le fonds commercial amorti fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement en présence d'un indice de perte de valeur à la clôture.
Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises au résultat.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. L'amortissement pratiqué linéairement, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

	Durée
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Matériel et outillage	2 à 4 ans
Mobilier	5 ans

Immobilisations Financières

Conformément au règlement CRC n° 2004-06 qui a modifié le traitement comptable des titres à compter du 1er janvier 2005, les titres de participation acquis depuis cette date sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs.

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables. Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.

La valeur actuelle des titres s'apprécie par rapport à la quote-part de capitaux propres détenue, après prise en compte de la juste valeur des actifs et des passifs de la filiale.

Par dérogation au principe du PCG, les reprises de provisions relatives aux titres de participation sont comptabilisées en résultat exceptionnel en cas de cession de titres, afin que l'intégralité des incidences relatives à la cession soit constatée au niveau du résultat exceptionnel.

Autres Immobilisations Financières

Les autres immobilisations financières sont composées, le cas échéant,
- du prêt à Action Logement au titre de la cotisation Effort Construction des années antérieures
- des cautions versées dans le cadre de contrat de locations mobilières ou immobilières.

CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION

Créances Clients et Comptes Rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Autres Créances

Les créances acquises ou apportées pour une valeur décotée sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou d'apport. L'écart entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition ou d'apport n'est comptabilisé en profit qu'après encaissement d'un excédent par rapport au montant inscrit au bilan. Le risque d'irrécouvrabilité ne donne lieu à la constatation d'une dépréciation que si la perte par rapport au nominal de la créance excède le montant de la décote.

Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. La valeur de marché est déterminée pour les titres cotés, par référence à la moyenne des cours de bourse du dernier mois de l'exercice et pour les titres non cotés, par référence à la valeur probable de négociation.

Cette dernière est déterminée en retenant un ou plusieurs critères objectifs sur la base, notamment, des derniers comptes annuels (bénéfices, valeur de rendement, valeur mathématique, prix pratiqués lors de transactions récentes...).

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision (Plan Comptable Général Article 332.6).

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les revenus d'activité sont constitués par le placement d'intérimaires et de personnel permanent en France.

CALCULS DE PROVISIONS

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

INTEGRATION FISCALE

En date du 1 mars 2018, une convention d'intégration fiscale entre la société NOVALI et la société SOVITRAT 01 a été conclue pour une durée de 5 ans.

La société NOVALI a été défini comme tête de groupe et s'acquitte donc de l'impôt sur les sociétés pour le compte de la société SOVITRAT 01.

NOVALI
4 RUE DUGUESCLIN
69006 LYON
SIREN: 431 934 603

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	2 300		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	571 794		133 854
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	6 860		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	76 759		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	5 175		
Installations générales, agenc., aménag.	188 203		43 130
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	386 070		121 192
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**663 067**		**164 322**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 476 777		535 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	26 158		11 231
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**3 502 934**		**546 231**
TOTAL GENERAL	**4 740 096**		**844 407**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			2 300	2 300
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		490	705 158	705 158
Terrains				
Constructions sur sol propre			6 860	6 860
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			76 759	76 759
Installations techn.,matériel et outillages ind.			5 175	5 175
Installations générales, agencements divers			231 333	231 333
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		11 791	495 471	495 471
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**11 791**	**815 598**	**815 597**
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			4 011 777	4 011 777
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 071	36 318	36 318
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**1 071**	**4 048 094**	**4 048 094**
TOTAL GENERAL		**13 352**	**5 571 150**	**5 571 150**

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	100	767		867
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	316 275	120 229		436 505
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	68 484	2 300		70 784
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 168	584		4 752
Installations générales, agenc. et aménag. divers	133 734	14 213		147 947
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	228 850	98 178	10 558	316 470
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**435 236**	**115 276**	**10 558**	**539 954**
TOTAL GENERAL	**751 612**	**236 272**	**10 558**	**977 325**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	21 939		21 939
Autres immobilisations financières	14 379		14 379
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 007 937	4 007 937	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	15 409	15 409	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	89 443	89 443	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	226 366	108 366	118 000
Groupe et associés	9 467	9 467	
Débiteurs divers	37 301	37 301	
Charges constatées d'avance	192 731	192 731	
TOTAL GENERAL	**4 614 972**	**4 460 654**	**154 318**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	11 231		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	41 108	41 108		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	217 000	103 000	114 000	
Emprunts et dettes financières divers	300 398	25 745	55 926	218 728
Fournisseurs et comptes rattachés	467 354	467 354		
Personnel et comptes rattachés	190 256	190 256		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	194 755	194 755		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	772 221	772 221		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	14 602	14 602		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	23 046	23 046		
Autres dettes	88 794	88 794		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	**2 309 534**	**1 920 880**	**169 926**	**218 728**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	217 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	511 021			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	65 000			16,92
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs	4 606 800
Distributions sur résultats antérieurs	3 396 800
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs	1 210 000

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		3 016 800
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		2 673 122
SOLDE		**5 689 922**

Situation à la clôture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant répartition	6 899 922

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	1 403	4 201	1 403	4 201
DEPRECIATIONS	**1 403**	**4 201**	**1 403**	**4 201**
TOTAL GENERAL	**1 403**	**4 201**	**1 403**	**4 201**

Dotations et reprises d'exploitation	4 201	1 403
Dotations et reprises financières		
Dotations et reprises exceptionnelles		

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	192 730,95	169 580,80	23 150,15
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**192 730,95**	**169 580,80**	**23 150,15**

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FNP	230 033,39	195 640,40	34 392,99
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**230 033,39**	**195 640,40**	**34 392,99**
AUTRES DETTES				
418200	CLIENT PROVISION CA ANAEL TT	353,22		353,22
419800	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	6 436,38		6 436,38
419820	CLIENTS RFA A ETABLIR	69 605,66	62 667,53	6 938,13
TOTAL AUTRES DETTES		**76 395,26**	**62 667,53**	**13 727,73**
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROVISION IFM CP	120 203,86	64 194,27	56 009,59
428210	PROVISION C.P.PERMANENTS	24 363,70	10 220,75	14 142,95
428220	PROV CPTE EPARGNE T PERMANENTS	2 955,64	2 303,10	652,54
428230	PROV INT CET INTERIMAIRES	1 432,62	730,00	702,62
428400	PROV.PARTICIP.SALARIES		31 625,00	-31 625,00
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	2 737,64	3 243,91	-506,27
438200	CHARGES/PROV IFM CP INTERIM	43 273,39	27 603,65	15 669,74
438210	CHARGES/PROV CP PERMANENTS	10 958,26	4 640,97	6 317,29
438300	PARTICIPATION SALARIES	16 440,39	12 458,02	3 982,37
438600	ORG.SOC.CHARGES A PAYER	37 585,99	102 900,83	-65 314,84
448600	CVAE A PAYER	5 369,00		5 369,00
448610	ETAT CHARGES A PAYER	1 000,00	6 333,00	-5 333,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**266 320,49**	**266 253,50**	**66,99**
TOTAL CHARGES A PAYER		**572 749,14**	**524 561,43**	**48 187,71**

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACT.A ETABLIR	10 562,88		10 562,88
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**10 562,88**		**10 562,88**
AUTRES CREANCES				
409800	FRS.AVOIR A RECEVOIR	18 055,96	32 123,08	-14 067,12
438700	I.J.SECURITE SOCIALE		7 742,90	-7 742,90
438800	ORG.SOCIAUX AUTRES PRODUITS A RE	15 409,00	15 409,00	
448600	CVAE A PAYER		9 947,00	-9 947,00
448704	ETAT CREDIT CICE 2014		126 528,00	-126 528,00
448705	ETAT CREDIT CICE 2015		95 949,00	-95 949,00
448706	ETAT CREDIT CICE 2016	108 366,00	108 366,00	
448707	ETAT CREDIT CICE 2017	118 000,00	118 000,00	
448708	ETAT CREDIT CICE 2018		122 275,00	-122 275,00
455710	INT A RECEVOIR SUR C/C	8,03	35 496,25	-35 488,22
468700	PAR FORMATIONS		45 459,89	-45 459,89
TOTAL AUTRES CREANCES		**259 838,99**	**717 296,12**	**-457 457,13**
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
518800	INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 236 315,00	-1 236 315,00
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS			**1 236 315,00**	**-1 236 315,00**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**270 401,87**	**1 953 611,12**	**-1 683 209,25**

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	%
PRESTATIONS INTERIMAIRES	3 357 075		3 357 075	3 186 212	5,36 %
LOCATIONS IMMOBILIERES	5 920		5 920	5 920	
AUTRES PRODUITS	2 357		2 357	3 627	-35,01 %
LOCATION GERANCE	177 900		177 900	177 900	
HONORAIRES RECRUTEMENTS	13 258		13 258	3 996	231,76 %
TOTAL	**3 556 510**		**3 556 510**	**3 377 654**	**5,30 %**

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES ET AMENDES	10 067	671200
DONS	5 750	671300
ECART REGLEMENT FOURNISSEURS	24	671800
V.N.C. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 233	675200
REGULE URSSAF	2 407	678800
EXTOURNE N-1	-121	678800
APUREMENT REDOITS INTERIMAIRES	791	678800
CHEQUE DEBITE A TORT	62	678800
PARTCIPATION	22 526	678800
TOTAL	**42 739**	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REMBOURSEMENT FOURNISSEURS	261	771800
REPRISE CHEQUES 2016 NON DEBITES	1 716	778800
ANNULATION CHEQUES PARTICIPATION NON DEBITES	1 571	778800
REPRISE CAUTIONS VETEMENTS DE TRAVAIL	893	778800
APUREMENT REDOITS INTERIMAIRES	878	778800
PARTICIPATION	1 769	778800
REPRISE PARTICIPATION 2007	91 807	778800
TROP PERCU CLIENTS	127	778800
TOTAL	**99 022**	

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
REMBOURSEMENT PREVOYANCE	2 342	791000
AVANTAGE EN NATURE	7 590	791010
REMBOURSEMENT ASSURANCES	7 171	791100
REFACTURATION GROUPE	2 615 543	7911XX
REMBOURSEMENT FORMATIONS	53 513	7913XX
TOTAL	**2 686 159**	

Répartition du montant global des impôts sur les bénéfices

(en euros)	Résultat avant impôt	Impôt taux	Impôt théorique	Impôt dû	Résultat net théorique	Résultat net comptable
Résultat courant	38 120	15%	5 718	5 718	32 402	32 402
Résultat courant	461 880	28%	129 326	25 865	332 554	436 015
Résultat courant	2 165 160	31%	671 200		1 493 960	2 165 160
Résultat exceptionnel à court terme	56 283	31%	17 448	16 738	38 835	39 545
TOTAL	**2 721 443**		**823 692**	**48 321**	**1 897 751**	**2 673 122**

Engagements hors-bilan

Les engagements hors-bilan de la société se décomposent comme suit :

(En euros)	Filiales et participations	Autres entreprises liées	Tiers	Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
Cautions de contre-garantie sur marchés					
Créances cédées non échues					
Gages, nantissements, hypothèques et sûretés réelles					
Avals, cautions et garantie donnés					
Lettres d'intention					
Garantie de passif					
Autres engagements donnés - EENE			119 412	119 412	88 179
ENGAGEMENTS DONNES	0	0	119 412	119 412	88 179
Garantie Financière des ETT			270 300	270 300	299 500
Autres engagements reçus					
Abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune					
Chèques de caution					
ENGAGEMENTS RECUS	0	0	270 300	270 300	299 500
ENGAGEMENTS RECIPROQUES					
TOTAL DES ENGAGEMENTS	**0**	**0**	**389 712**	**389 712**	**387 679**

ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET ASSIMILES

Les engagements de retraite au profit des salariés s'élèvent à 43 746 € au 31/12/2019, et de 42 878 € au 31/12/2018.

La méthode de calcul des engagements de retraite est la méthode rétrospective prorata temporis.

Les hypothèses retenues pour la constatation de l'engagement retraite des salariés sont les suivantes :

- Convention collective applicable : accord national des salariés permanents des entreprises de travail temporaire
- Age de départ en retraite : 65 ans
- Augmentation des salaires annuels de 1 %
- Taux d'actualisation de 0.75 % par an
- La probabilité de verser l'indemnité de fin de carrière pour les intérimaires est considérée comme nulle

Effectifs	31/12/2019	31/12/2018
Ventilation de l'effectif moyen		
Personnel permanent	4	5
Personnel intérimaire	71	63
Total	**75**	**68**

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

Exprimé en €

	Montant HT		%	
	N	N-1	N	N-1
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes				
émetteur	1 143	1 225	100,00	100,00
filiales				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
émetteur				
filiales				
SOUS-TOTAL	**1 143**	**1 225**	**100,00**	**100,00**
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
Autres				
TOTAL	**1 143**	**1 225**	**100,00**	**100,00**

SOCIETES CONSOLIDANTES

Société : SOVITRAT 01
SIRET : 31488712600253
Clôture au : 31/12/2019

Identités des sociétés consolidantes

NOVALI
4 RUE DUGUESCLIN
69006 LYON

SIRET : 431 934 603 RCS LYON

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. Encaiss.	Val. Brute Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SOVITRAT 02 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 208 112	89,00% 62 300	34 017 34 017		1 049 861 47 441
SOVITRAT 03 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 522 707	89,00% 62 300	44 500 44 500		6 219 434 237 026
SOVITRAT 04 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 160 055	89,00% 35 600	44 500 44 500		1 204 807 -37 768
SOVITRAT 05 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 490 478	89,00% 133 500	44 500 44 500		2 803 064 154 810
SOVITRAT 06 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 98 806	89,00%	89 000 89 000		1 182 173 -28 825
SOVITRAT 07 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 317 301	89,00% 84 550	89 000 89 000		2 196 209 110 396
SOVITRAT 08 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 271 528	89,00% 61 410	89 000 89 000		2 481 458 54 230
SOVITRAT 09 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 364 945	89,00% 71 200	89 000 89 000		1 946 283 70 081
SOVITRAT 10 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 711 588	89,00% 105 910	89 000 89 000		6 717 599 208 431
SOVITRAT 11 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 775 175	89,00% 68 530	91 599 91 599		5 840 334 176 692
SOVITRAT 12 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 174 713	89,00% 22 250	13 661 13 661		738 061 -22 333
SOVITRAT 13 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 236 040	89,00% 33 820	89 000 89 000		3 940 349 96 221
SOVITRAT 14 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 194 094	89,00% 28 480	89 000 89 000		866 967 32 536
SOVITRAT 15 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 376 139	89,00% 40 940	89 000 89 000		3 134 883 112 108
SOVITRAT 16 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 596 673	89,00% 123 710	89 000 89 000		4 492 697 193 419
SOVITRAT 17 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 682 050	89,00% 80 100	89 000 89 000		4 975 371 198 193
SOVITRAT 18 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 903 858	89,00% 169 100	89 000 89 000		6 426 352 281 781
SOVITRAT 19 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 561 726	89,00% 49 840	89 000 89 000		5 126 746 209 359
SOVITRAT 20 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 254 646	89,00% 106 800	89 000 89 000		1 708 128 26 117
SOVITRAT 21 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 658 248	89,00% 75 650	89 000 89 000		4 348 802 131 756
SOVITRAT 22 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 627 682	89,00% 56 960	89 000 89 000		6 429 962 260 167
SOVITRAT 23 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 584 570	89,00% 46 280	89 000 89 000		5 220 023 207 033
SOVITRAT 24 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 244 581	89,00% 46 280	89 000 89 000		616 995 25 997
SOVITRAT 25 4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	100 000 371 692	89,00% 97 900	89 000 89 000		4 619 352 174 579

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. Encaiss.	Val. Brute Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SOVITRAT 26	100 000	89,00%	89 000		5 532 792
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	793 049	137 950	89 000		234 275
SOVITRAT 27	100 000	89,00%	89 000		4 585 314
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	787 590	133 500	89 000		138 530
SOVITRAT 28	100 000	89,00%	89 000		6 839 825
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	1 286 731	133 500	89 000		463 460
SOVITRAT 29	100 000	89,00%	89 000		3 028 182
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	886 212	97 900	89 000		157 059
SOVITRAT 30	100 000	89,00%	89 000		3 326 868
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	408 808	53 400	89 000		166 203
SOVITRAT 31	100 000	89,00%	89 000		7 552 089
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	578 344		89 000		397 113
SOVITRAT 32	100 000	89,00%	89 000		5 030 773
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	1 033 600	115 700	89 000		333 732
SOVITRAT 33	100 000	89,00%	89 000		7 822 313
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	680 913		89 000		385 092
SOVITRAT 34	100 000	89,00%	89 000		6 576 123
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	492 296	35 600	89 000		306 950
SOVITRAT 35	100 000	89,00%	89 000		8 965 431
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	673 188	26 700	89 000		357 021
SOVITRAT 36	100 000	89,00%	89 000		7 405 980
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	638 980	32 930	89 000		437 496
SOVITRAT 37	100 000	89,00%	89 000		5 192 077
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	664 323	56 070	89 000		339 250
SOVITRAT 38	100 000	89,00%	89 000		3 346 564
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	541 672	76 540	89 000		280 377
SOVITRAT 39	100 000	89,00%	89 000		1 558 882
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	520 528	53 400	89 000		105 682
SOVITRAT 40	100 000	89,00%	89 000		8 176 753
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	935 313	53 400	89 000		510 221
SOVITRAT 41	100 000	89,00%	89 000		920 007
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	154 217		89 000		54 217
SOVITRAT 42	100 000	89,00%	89 000		839 123
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	159 276		89 000		59 276
SOVITRAT 43	100 000	89,00%	89 000		218 857
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	113 002		89 000		13 002
SOVITRAT 44	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
SOVITRAT 45	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
SOVITRAT 46	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
SOVITRAT 47	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
SOVITRAT 48	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
SOVITRAT 49	100 000	89,00%	89 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON			89 000		
LA FINANCIERE SOVITRAT	49 000	2,04%	1 000		
4 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON	4 444		1 000		-44 566